ACTION CONTRE LA FAIM



© Abel Gichuru pour Action contre la Faim

Nourrir la transition : agroécologie et le droit à l'alimentation

POSSIBILITÉS D'INTERVENTION LORS DE LA COP31



© Peter Caton pour Action contre la Faim

Ayak Manyaut, 34 ans, dirige le groupe Mother to Mother de Mabior Atuot, dans l'État de Warrap. Elle cultive et récolte des oignons. Soudan du Sud.

Principales demandes aux gouvernements

La COP31 d'Antalya (9-20 novembre 2026), organisée par la Turquie et avec l'Australie à la présidence des négociations, a été qualifiée de « COP de mise en œuvre ». Mais ces mises en œuvre devront s'opérer dans un contexte hostile : réductions de l'aide, confiance affaiblie envers le multilatéralisme, et blocage sur l'adaptation et l'atténuation lors des négociations de juin (SB64). Malgré tout, la COP31 suscite également un réel espoir. À Belém, les Parties ont convenu de mettre au point un mécanisme de transition juste. Antalya doit transformer cette promesse en une réalité qui garantisse la justice climatique pour les travailleurs, les communautés et les pays, avec les systèmes alimentaires en son centre.

1 **La COP31 doit instaurer le Mécanisme de Belém-Antalya (BAM) pour des transitions justes et veiller à ce qu'il bénéficie à l'agriculture et aux systèmes alimentaires.** Les Parties doivent mettre en place une gouvernance qui inclut les titulaires de droits et créer un Comité de transition afin que le mécanisme soit pleinement opérationnel d'ici la COP32. Sa fonction de mobilisation des ressources doit contribuer à accroître le financement public sous forme de subventions en faveur de l'agroécologie, à réorienter les flux existants, notamment les subventions agricoles néfastes, et à garantir que des financements non générateurs de dette parviennent aux acteurs locaux qui en ont besoin.

2 **L'agroécologie doit être reconnue comme la voie à suivre pour la transition juste et l'adaptation des systèmes alimentaires**. Elle réduit la dépendance des agriculteurs aux engrais et au carburant importés tout en renforçant leur résilience face à des chocs tels que l'épisode El Niño actuel. L'Objectif mondial d'adaptation doit mettre à disposition les moyens nécessaires pour la développer en tenant compte des besoins réels, porté par l'engagement de Belém à au moins tripler le financement de l'adaptation d'ici 2035.

3 **Les personnes qui produisent, transforment et vendent des denrées alimentaires doivent pouvoir mener la transition avec la garantie que leurs droits seront respectés.** Les paysans, les travailleurs agricoles, les éleveurs, les pêcheurs artisanaux, les peuples autochtones, les travailleurs du secteur alimentaire informel, les femmes et les jeunes doivent tous être inclus dans la gouvernance du BAM, et leur organisation autonome doit être respectée. Le mécanisme doit également respecter leur droit à une alimentation adéquate et nutritive, la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et le consentement préalable, libre et éclairé.

4 **Le financement climatique doit être prévisible, accessible et local, en réduisant les obstacles à l'accès dans les contextes fragiles et touchés par des conflits**, et en intégrant systématiquement l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH) et la nutrition. Son succès doit être mesuré en fonction de sa contribution à la résilience, au développement inclusif, à des moyens d'existence décents et au renforcement des capacités locales à long terme.

5 **La COP31 doit adopter une politique de conflits d'intérêts et l'intégrer au BAM dès le premier jour**. Les secteurs des combustibles fossiles et de l'agro-industrie ne peuvent pas concevoir un mécanisme censé protéger les personnes qui subissent les conséquences de leurs modèles économiques. Pour cela, des déclarations d'intérêt publiques sont nécessaires, et les lobbies des combustibles fossiles et de l'agrobusiness ne peuvent en aucun cas disposer de rôles de gouvernance.

Introduction



© Abel Gichuru pour Action contre la Faim

En partenariat avec Action contre la Faim et le département de l'Agriculture du comté d'Isiolo, les femmes du groupe Habsa se sont lancées dans le maraîchage, une solution durable face à l'insécurité alimentaire, au manque de diversité alimentaire et au besoin de diversifier les moyens d'existence. Kenya.

Depuis la COP30, la crise climatique continue de frapper ceux qui ont le moins contribué à la provoquer. En août 2026, des crues soudaines et des coulées de débris le long de la rivière Trishuli, au Népal, ont fait des milliers de morts et de disparus, l'une des inondations les plus meurtrières jamais enregistrées dans l'Himalaya. La chaleur extrême menace désormais les moyens d'existence de plus de 1,2 milliard de personnes qui dépendent de l'agriculture pour survivre[1], et un épisode El Niño d'une intensité historique aura très probablement des répercussions sur la sécurité alimentaire en 2027, des sécheresses frappant déjà les agriculteurs au Sri Lanka, en Afrique australe et en Amérique centrale.

En 2025, 645 millions de personnes souffraient de faim chronique et, pour la première fois, c'était l'Afrique qui en comptait le plus grand nombre : 309 millions[2]. Entre 510 et 520 millions de personnes pourraient encore souffrir de la faim d'ici 2030, selon la durée pendant laquelle l'augmentation des prix de l'énergie et des engrais maintiendra une inflation alimentaire élevée. Pour la première fois, deux famines ont été confirmées au cours d'une même année, dans des régions de Gaza et du Soudan, et ce risque persistera en 2026[3]. Les conflits et les phénomènes météorologiques extrêmes se conjuguent de plus en plus fréquemment, tandis que le financement de la solidarité internationale ne cesse de diminuer.

En parallèle, les systèmes alimentaires demeurent responsables d'environ un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre, et 3,8 milliards de personnes vivent dans des foyers dont la principale source de revenus repose sur l'agriculture et les systèmes alimentaires. Une transition dans ce secteur ne peut pas être limitée à la réduction des émissions, sans tenir compte de la dimension sociale. Elle doit aboutir à un réel changement, apporter justice sociale aux personnes qui produisent nos aliments et garantir le droit à une alimentation et à une nutrition adéquates pour tous.

1. Rapport Chaleur extrême et agriculture 2025, un rapport conjoint de la FAO et de l'OMM
2. Édition 2026 de l'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, UN-Nutrition
3. Rapport mondial sur les crises alimentaires 2026, FAO, PAM et Global Network Against Food Crises (GNAFC)

El Niño et action anticipatoire

Action contre la Faim dispose d'une unité spécialisée dans la préparation aux situations d'urgence, les mesures proactives et la réponse aux urgences. Face à la crise climatique, il est désormais impératif de renforcer notre capacité à intervenir avant, pendant et après les crises, et pour les pays historiquement responsables, financer ces efforts est une question de justice climatique.

Un phénomène emblématique qui illustre parfaitement cette réalité est El Niño. Ce phénomène, amplifié par le dérèglement climatique, se caractérise par un réchauffement anormal des eaux de surface du Pacifique tropical. Depuis le début de l'année et jusqu'à au moins mi-2027, un « super El Niño » perturbe les tendances climatiques mondiales. Cela peut entraîner simultanément de graves sécheresses dans certaines régions, des précipitations extrêmes dans d'autres, des déplacements de population et une aggravation notable de la faim.

Le Programme alimentaire mondial prévoit qu'au moins 49 millions de personnes supplémentaires dans 45 pays se trouveront en situation d'insécurité alimentaire aiguë d'ici fin 2027. Bien que 54 millions de dollars aient été alloués à des cadres d'action anticipatoire déjà activés ou prêts à être mis en œuvre dans 15 pays prioritaires, dont Madagascar, le Mozambique, le Zimbabwe et le Malawi en Afrique australe et le Bangladesh, l'Afghanistan et le Népal en Asie, des déficits de financement importants subsistent et le rythme doit s'accélérer.

En Afrique australe et en Afrique de l'Est, la saison des pluies approche à grands pas, et il ne reste plus beaucoup de temps pour protéger le bétail et les récoltes et renforcer les infrastructures de protection contre les inondations. Au Sahel et en Asie du Sud, des régions caractérisées par la mousson, il est déjà trop tard. Pour limiter les dégâts, les acteurs locaux surveillent la situation à l'aide de plusieurs systèmes d'alerte précoce et prévoient différentes mesures : collecte des eaux de pluie, production alimentaire à petite échelle, soutien financier permettant aux foyers de faire des réserves avant la flambée des prix et préparation du système de santé (dans un contexte d'inondations/de fort débit fluvial, le risque d'exposition au choléra augmente). Ils ont besoin d'un financement flexible, sous forme de subventions et à grande échelle, pour prévenir une forte augmentation de la faim dans les mois à venir.



© Tom Gustin pour Action contre la Faim

Le quartier d'Antohamadinika, à Antananarivo, est considéré comme l'un des plus défavorisés et insalubres de la ville. Madagascar.

Possibilités d'intervention lors de la COP31

I. GARANTIR LA TRANSITION JUSTE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

La COP30 a instauré les Indicateurs d'adaptation de Belém et appelé à tripler, d'ici 2035, le financement de l'adaptation. Pourtant, les Parties à la SB64 ne sont pas parvenues à un accord sur l'Objectif mondial d'adaptation, notamment sur ses moyens de mise en œuvre, alors que les sociétés et les économies subissent des chocs climatiques de plus en plus importants. Cela perturbe également la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la santé et la sécurité et l'éducation des enfants.

Antalya doit envoyer un signal clair : la transformation des systèmes alimentaires et l'agroécologie sont essentielles à la réalisation des objectifs climatiques. Sur la base des références aux droits humains formulées dans le texte de Belém, l'agroécologie et le droit à l'alimentation doivent être placés au centre du Mécanisme de Belém-Antalya, des négociations sur l'adaptation et des travaux conjoints sur l'agriculture menés à Charm el-Cheikh.

Promouvoir l'agroécologie en tant que voie à suivre pour la transition juste des systèmes alimentaires

L'agroécologie constitue une priorité pour la transition juste et l'adaptation des systèmes alimentaires. Elle réduit la dépendance aux engrais et aux carburants importés, restaure les sols de façon à ce qu'ils résistent aux chocs climatiques et permet aux petits producteurs de garder le contrôle sur les systèmes semenciers locaux, les connaissances associées et la valeur qu'ils génèrent. Elle sauve également des vies. L'auto-empoisonnement aux pesticides est à l'origine de 14 à 20 % des suicides dans le monde, principalement dans les pays à revenu faible ou intermédiaire où l'agriculture à petite échelle facilite l'accès à des pesticides extrêmement dangereux. L'interdiction de quelques-uns d'entre eux au Bangladesh, en Corée du Sud et au Sri Lanka a entraîné une forte baisse des taux de suicide[4]. L'agroécologie est une approche holistique[5] et fondée sur les droits qui ne saurait être associée à des appellations qui maintiennent la dépendance aux intrants, réduisent le contrôle des titulaires de droits sur les systèmes alimentaires ou menacent la souveraineté alimentaire. Les messages clés formulés à Bonn reconnaissent déjà son potentiel pour remédier à la vulnérabilité des agriculteurs. La COP31 doit les renforcer et conclure l'Objectif mondial d'adaptation en définissant des moyens de mise en œuvre qui contribuent à financer l'agroécologie sur le terrain.

Expliquer à qui la transition est destinée

Dans les économies rurales, la transition est vécue en premier lieu par les paysans et les agriculteurs familiaux, les travailleurs agricoles et migrants (qui sont 35 fois plus susceptibles de décéder en raison de l'exposition à la chaleur dans le cadre de leur travail[6]), les éleveurs, les pêcheurs artisanaux, les peuples autochtones, les travailleurs du secteur alimentaire informel, les femmes et les jeunes. Tous ces groupes ont été expressément mentionnés dans les messages clés issus du dialogue sur les systèmes alimentaires organisé dans le cadre du Programme de travail sur la transition juste à Bonn. Leurs formes d'organisation autonomes doivent être pleinement intégrées à l'Assemblée et à la gouvernance du BAM.

Placer les droits humains au centre du mécanisme

La décision de Belém engage à respecter, à promouvoir et à garantir les droits humains. Le BAM doit donc placer en son centre le droit à une alimentation adéquate, la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, la sécurité foncière, le travail décent et la protection sociale universelle. Ces engagements ont été durement acquis à Belém, et Antalya doit s'assurer de ne faire aucun pas en arrière. Le BAM doit également reconnaître qu'une transition ne constitue pas uniquement un processus économique. Changer les modes d'agriculture, de pêche ou d'élevage perturbe les moyens d'existence, les pratiques et les identités de communautés où l'insécurité alimentaire et les chocs climatiques pèsent déjà sur la santé mentale. La santé mentale et le soutien psychosocial (SMPS) au niveau communautaire, associés à la protection sociale, contribuent à une transition juste. Cela permet de mieux faire comprendre le changement aux personnes concernées ainsi que de l'inscrire dans la durée.

4. OMS, Une nouvelle étude met en avant la rentabilité de l'interdiction des pesticides en tant que stratégie de prévention du suicide, 17 décembre 2020
5. Les approches holistiques reconnaissent que les systèmes alimentaires sont façonnés par des facteurs écologiques, sociaux et économiques étroitement liés. Pour être à la fois efficaces et équitables, les solutions doivent donc prendre en compte la durabilité environnementale, l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale de façon conjointe. FAO, Qu'est-ce que l'agroécologie ? Plateforme des connaissances sur l'agroécologie
6. Rapport Chaleur extrême et agriculture 2025, un rapport conjoint de la FAO et de l'OMM

Ancrer la transition dans une approche de transformation du genre

Les femmes produisent une grande partie des denrées alimentaires mondiales, mais ne contrôlent qu'une très petite portion des terres et ont un accès limité aux fonds et au pouvoir de décision. Le Plan d'action en matière de genre de Belém porte sur le travail décent, les soins et les transitions socialement justes, et les messages clés formulés à Bonn appellent à adopter des approches qui tiennent compte de la dimension du genre. Le BAM doit aller plus loin et adopter une approche de transformation du genre, notamment en articulant les transitions autour de la garantie des droits fonciers des femmes[7], en systématisant la collecte de données ventilées par genre, en soutenant des politiques de soins et de protection sociale et en veillant à ce que des ressources soient directement allouées aux organisations de femmes.

II. RÉPONDRE AUX BESOINS HUMANITAIRES CROISSANTS LIÉS AU CLIMAT

Plus de 80 % des personnes en situation d'insécurité alimentaire grave font face à des crises prolongées, principalement dues à des conflits et auxquelles s'ajoutent de plus en plus souvent des phénomènes météorologiques extrêmes[8]. En parallèle, l'aide s'effondre : selon les données préliminaires de l'OCDE, l'aide publique au développement a chuté de 23,1 % en 2025, la baisse la plus importante jamais enregistrée, et l'aide humanitaire de 35,8 %[9].

Prévenir la sous-nutrition liée au climat

Aujourd'hui plus que jamais, le financement humanitaire et l'action anticipatoire doivent être maintenus : le modèle MERIAM d'Action contre la Faim prévoit désormais les seuils de malnutrition aiguë jusqu'à 12 mois à l'avance, avec une précision supérieure à 90 % en Éthiopie, au Kenya, en Somalie et au Soudan du Sud, ce qui permet d'anticiper les crises. La prévention dépend également de la santé mentale des personnes s'occupant d'enfants. Dans les pays en développement, les enfants dont les mères présentent des symptômes de dépression ont une probabilité de 40 à 50 % plus élevée de souffrir d'insuffisance pondérale ou d'un retard de croissance[10]. Le financement climatique et humanitaire en faveur de la nutrition devrait donc couvrir le soutien psychosocial des personnes s'occupant d'enfants, comme le fait Action contre la Faim dans ses programmes intégrés. Les Parties à la COP31 doivent également faire le point sur l'engagement, formulé dans la Déclaration de Belém sur la faim, à augmenter la couverture de la protection sociale de 2 points de pourcentage par an. Pour que le triplement du financement de l'adaptation et la feuille de route de Bakou à Belém vers les 1 300 milliards de dollars puissent atteindre les États fragiles et touchés par des conflits, il faut réduire les obstacles à l'accès, éviter les dettes et mettre en œuvre des interventions tenant compte des conflits.

Eau, assainissement et hygiène (EAH)

L'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène est fondamental pour prévenir la sous-nutrition. Dans les situations de crise, la plupart des maladies sont liées à une eau insalubre et à un assainissement inadéquat, ce qui compromet également l'absorption des nutriments. Les phénomènes météorologiques extrêmes contaminent les sources d'eau et détruisent les systèmes d'assainissement. Après les inondations survenues au Népal en août 2026, plus de 10 000 foyers ont eu besoin d'un abri d'urgence, et les infrastructures d'eau et d'assainissement endommagées ont fait planer la menace de maladies d'origine hydrique.

Le financement climatique, y compris le financement de l'adaptation dans le cadre de l'Objectif global d'adaptation, doit systématiquement englober la protection et la réhabilitation des services EAH, qui jouent un rôle central dans la prévention de la sous-nutrition et le renforcement de la résilience communautaire.

Donner la parole aux personnes touchées par la crise climatique

De nombreuses communautés touchées n'ont pas pleinement accès aux négociations de la CCNUCC et ne peuvent donc pas participer de manière significative aux décisions concernant leur sécurité et leurs moyens d'existence futurs. Les revendications en faveur de processus décisionnels plus inclusifs doivent être entendues, et l'influence des entreprises, limitée[11].

Une politique de conflits d'intérêts doit être mise en place afin de protéger la transition et d'éviter que la COP31 ne devienne un espace propice à l'écoblanchiment pour les intérêts privés des secteurs des combustibles fossiles et de l'agro-industrie. C'est pourquoi nous préconisons la mise en place d'un cadre de redevabilité à l'échelle de la CCNUCC, ainsi que d'une politique de prévention des conflits d'intérêts (qui devrait également s'appliquer au nouveau BAM pour une transition juste).

7. Directives du CSA sur l'égalité entre les genres, Directives du CSA sur les régimes fonciers
8. Rapport mondial sur les crises alimentaires 2026, FAO
9. L'aide publique au développement (APD) en 2025, par les membres du Comité d'aide au développement (données préliminaires)
10. Surkan P.J. et al., *Maternal depression and early childhood growth in developing countries: systematic review and meta-analysis*, Bulletin de l'Organisation mondiale de la Santé, 2011, 89(8): 607-615 (rapports de cotes combinés de 1,5 pour l'insuffisance pondérale et de 1,4 pour le retard de croissance)
11. CAN, DCJ, YOUNGO, WGC et autres, la COP dont nous avons besoin, un appel urgent à la réforme des négociations sur le climat

Études de cas

Les approches participatives et locales qui combinent adaptation, moyens d'existence et nutrition constituent précisément le type d'action climatique qui doit être soutenu. La COP31 doit également contribuer à affirmer un soutien politique en leur faveur.

L'agriculture pour faire face à la sécheresse, aux inondations et aux conflits en Somalie

La Somalie est confrontée à des crises qui s'entrecroisent, notamment des sécheresses récurrentes, des conflits et des déplacements, et plus récemment, la menace d'inondations liées au phénomène El Niño.

À travers nos projets et nos partenaires en Somalie, nous aidons les producteurs à protéger leurs biens et à adapter leurs calendriers agricoles afin d'atténuer les risques liés à ces crises, notamment en diffusant des alertes en temps opportun. Le recours à une approche fondée sur les services d'eau à usages multiples/la GIRE permet de concilier les besoins domestiques, agricoles et liés à l'élevage, tandis que la coopération transfrontalière dans des régions telles que le triangle de Mandera et Karamoja renforce la gouvernance des ressources et favorise la paix dans des conditions climatiques difficiles.

Grâce à MERIAM 2.0, Action contre la Faim contribue également à prévoir la malnutrition aiguë jusqu'à 12 mois à l'avance en Somalie et dans les pays voisins, ce qui permet aux services de nutrition de se préparer avant que les crises n'atteignent leur paroxysme. En Somalie, le déploiement de systèmes d'irrigation solaire portables et de biopesticides à base de neem produits localement réduit le stress hydrique et la dépendance aux intrants chimiques, ce qui favorise des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement.

Ce genre d'initiatives montrent que l'agroécologie et l'anticipation permettent de maintenir la production alimentaire, même dans les contextes les plus fragiles. Néanmoins, l'aide alimentaire ne devrait atteindre que 1,3 % des personnes dans le besoin en Somalie entre octobre et décembre.



Culture de piments. Somalie.

© Action contre la Faim

Études de cas

Développer des moyens d'existence résilients au changement climatique dans le Corredor Seco d'Amérique centrale

Le Corredor Seco d'Amérique centrale s'étend sur plusieurs régions du Honduras, du Guatemala, du Salvador, du Nicaragua et du Costa Rica. Plus de 10 millions de personnes y vivent, et 80 % de ses petits producteurs sont pauvres. En 2026, un épisode El Niño de forte intensité a entraîné la pire sécheresse de l'histoire pour de nombreuses familles. Au Guatemala, au Honduras et au Salvador, plus de trois quarts des foyers cultivant du maïs interrogés ont déclaré avoir perdu entre 75 % et 100 % de leur récolte.

Action contre la Faim et ses partenaires interviennent dans l'ensemble du Corredor Seco afin de développer des moyens d'existence résilients au changement climatique et à faible émission de carbone dans le cadre d'une approche axée sur la transformation de genre et fondée sur les droits. Le programme renforce les coopératives et les institutions locales afin qu'elles puissent développer, à plus grande échelle, une agriculture résiliente au changement climatique, une gestion efficace de l'eau et un accès équitable aux marchés. Au Guatemala, la collecte des eaux de pluie et la micro-irrigation permettent aux familles de continuer à produire pendant la saison sèche, tout en allégeant la pression exercée sur les ressources en eau.

À l'échelle régionale, le système de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle PREDISAN, mis en place par Action contre la Faim, combine de multiples sources de données avec des analyses prédictives afin d'anticiper les chocs climatiques. Il émet des alertes précoces, identifie les zones prioritaires et les groupes les plus vulnérables, et oriente aussi bien l'action anticipatoire que l'adaptation locale. En 2023, Action contre la Faim et le Programme alimentaire mondial ont eu recours à PREDISAN pour cartographier les perturbations météorologiques causées par El Niño et la façon dont cela affectait les communautés d'Amérique latine et des Caraïbes.

Ce genre d'initiatives montrent que les organisations de producteurs peuvent construire des systèmes alimentaires résilients par elles-mêmes lorsqu'elles bénéficient d'un soutien et des informations appropriés. Pourtant, les producteurs et les petits exploitants agricoles attendent toujours les subventions qui leur avaient été promises dans le cadre des négociations sur le climat. Alors que les travaux conjoints sur l'agriculture menés à Charm el-Cheikh touchent à leur fin et que le Mécanisme de Belém-Antalya prend forme, les gouvernements, lors de la COP31, peuvent non seulement accorder aux transitions agroécologiques portées par les producteurs et les petits exploitants agricoles une place dans les négociations, mais aussi leur donner les moyens de se développer.

Action contre la Faim sera présente à Antalya, aux côtés de ses partenaires, pour faire en sorte que les réalités vécues par les communautés avec lesquelles elle travaille soient prises en compte dans les négociations. Nous soutiendrons chacune des étapes menant à un mécanisme qui répond aux besoin des producteurs alimentaires et des travailleurs des systèmes alimentaires, en plus de veiller à ce que cette transition garantisse un avenir solide à l'agroécologie.

CONTACTS À LA COP31

Marie Cosquer mcosquer@actioncontrelafaim.org
Alvin Munyasia amunyasia@actionagainsthunger.org
Sarah-Maria Hammou shammou@actioncontrelafaim.org

Créée en 1979, notre organisation non gouvernementale (ONG), Action contre la Faim, lutte contre la faim et la sous-nutrition dans 52 pays et emploie plus de 7 100 personnes. Son objectif est de sauver des vies et d'éradiquer la faim grâce à la prévention, au dépistage et au traitement de la sous-nutrition, notamment pendant et après des situations d'urgence provoquées par des conflits ou des catastrophes naturelles. Action contre la Faim s'engage à s'attaquer aux causes profondes de la faim et de la sous-nutrition : les conflits, la crise climatique et les inégalités.